Chemins de la Mémoire

Gabriel Marin

Apprendre l'Histoire à l'école communiste

Mémoire et crise identitaire à travers les manuels scolaires roumains

Préface de Violeta Barbu

L'Harmattan

Série XX^e siècle

Apprendre l'histoire à l'école communiste

Chemins de la mémoire

Nouvelle série

Cette nouvelle série d'une collection qui fut créée par Alain Forest est consacrée aux travaux concernant le domaine historique des origines à nos jours.

Ouvrages parus

PAVE (François), *Le péril jaune à la fin du xixe siècle. Fantasme ou réalité ?*, 2013.
BERRIOT (François), *Autour de Jean Moulin, Témoignages et documents inédits,* 2013.
VIGNAL SOULEYREAU (Marie-Catherine), *Le trésor pillé du roi. Correspondance du cardinal de Richelieu (1634), Tome 1 et 2,* 2013.
POINARD (Robert), *L'aumônier militaire d'Ancien Régime. La vie du prêtre aux armées des guerres de religion à la Première République (1568-1795),* 2012.
LAGARDERE (Vincent), *Le Commerce fluvial à Mont-de-Marsan du XVII^e^ au XVIII^e^ siècle*, 2012.
ZEITOUN (Sabine), *Histoire de l'O.S.E., De la Russie tsariste à l'Occupation en France (1912-1944), L'Œuvre de Secours aux Enfants du légalisme à la résistance,* 2012.
HARAI (Dénes), *Journal d'un officier de Louis XIII sur le siège de Montauban (1621),* 2012.
PRIJAC (Lukian), *Lagarde l'Éthiopien, Le fondateur de Djibouti (1860 – 1936)*, 2012.
TARIN (Jean-Pierre), *Joseph Lakanal, apôtre de la République (1762-1845),* 2012.
ROSIER (Michel), *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IV^e^ République (1944-1958),* 2012.
BERTRAND-CADI (Jean-Yves), *Le Colonel Ibrahim Depui, Le pèlerin de la mer Rouge, 1878-1947,* 2012.
BLANQUIE (Christophe), *Une enquête de Colbert en 1665,* 2012.
LASSERE (Madeleine), *La Princesse de Ligne*, 2012.
BEZBAKH (Pierre), *Crises et changements de sociétés*, 2011.
SUISSE (Bernard), *La Mandarinade,* 2011.
CAIN (Julien)*, Un Humaniste en guerre*, tome 1 : « Lettres 1914-1917 ». Introduction, notes et postface par Pierre-André Meyer, 2011.

Gabriel Marin

Apprendre l'histoire à l'école communiste

Mémoire et crise identitaire à travers les manuels scolaires roumains

Préface de Violeta Barbu

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2013
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
http://www.librairieharmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr
ISBN : 978-2-336-29040-9
EAN : 9782336290409

À ma mère…

Préface

La transition que vivent les anciens pays communistes, maintenant membres de la Communauté européenne, est une expérience historique sans précédent et sans modèle. Elle fut précédée par une rupture de la transmission, tout aussi violente que celle qui accompagna la mise en place de ces régimes, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne faut pas s'étonner que le bouleversement qui traversa ces sociétés après la chute du Mur entraîne dans son tourment non seulement les institutions et les systèmes de pensée, mais aussi les liens sociaux. Une telle rupture fut accompagnée d'une crise de la transmission, puisque les nouvelles valeurs se frayaient difficilement un chemin parmi les survivances tenaces des ethos identitaires, des peurs collectives, des réflexes d'obéissance, de l'absence de responsabilité, du pouvoir de l'idéologie et de la délégitimation du politique. En dépit du consensus sur la nécessité de « la rupture avec le passé », on se rend compte, vingt ans après, qu'aucune société ne peut survivre sans ce ciment de sagesse, de convictions collectives, qui se transmet de génération en génération, qui la maintient debout et lui donne assurance devant l'avenir. Sans ce ciment, l'édifice social se déconstruit et la démocratie même, en tant que « la meilleure manière de vivre ensemble », ne suffit pas à donner sens, repères et identité aux jeunes générations, en quête d'espérance et de liberté.

Les Roumains sont sortis de la catastrophe du totalitarisme et de la dictature avec le deuil de l'humiliation et aussi l'incapacité d'assumer un passé qui ne passait pas. Après la chute du communisme, ils avaient plongé tout d'un coup dans une grave crise économique, sociale et morale. En dépit des difficultés énormes, ils nourrissaient pourtant l'espoir qu'ils allaient vivre mieux que leurs parents ou, en tout cas, avec plus de dignité et de liberté. On sortait à peine d'un passé accablant comme on sort d'un vide, d'un abîme sur lequel il fallait vite jeter des ponts. Le problème du vivre dans le vide c'est qu'il n'y a plus de place pour des convictions. Assimilés à la hâte avec les standards et les procédures du processus d'adhésion à l'Union européenne, tous les idéaux de la démocratie et les valeurs européennes, qui pourraient emporter des convictions fortes, semblaient une espèce d'ontologie faible, pour reprendre les mots de Gianni Vattimo. Le mot d'ordre fut « réformer »: réforme de l'économie, réforme des

institutions de l'Etat de droit, réforme de la justice, réforme de l'éducation, etc.

Fallait-il aussi « réformer » le passé, le revisiter pour se réconcilier avec l'histoire et la mémoire du communisme ? Devant les consciences des générations de jeunes que la société voulait plus libres, l'histoire et les historiens ne pouvaient plus rester dans la position de domination idéologique, caractéristique au régime du communisme nationaliste, dominé par le culte dogmatique d'un panthéon sacré.

Les enjeux de cette tâche furent considérables, d'autant plus que la question de la transmission demeurait au cœur de l'objet, tout aussi bien que de la méthode. Après 1990, il devenait désormais impossible de détacher l'histoire de la mémoire, en tant qu'objets de la transmission. Dans la foulée des événements de la transition, une nouvelle approche sur l'histoire nationale et européenne reposait sur le refus d'assimiler le passé à la tradition ou tout simplement à un patrimoine, fût-il revisité. Remettre en question l'autorité déterministe du passé ne pouvait se limiter seulement à un désenchantement des mythes historiques de la grande saga nationale. Ce qui manquait**,** c'était un rapport nouveau avec le vécu qui accueille une expérience historique à la fois collective et personnelle, qu'on appelle mémoire. Ce fut un grand défi pour les historiens roumains, obligés de refonder leur métier, leurs outils et leurs méthodes. La mise en crise de l'historiographie devint plus profonde au fur et à mesure que le débat sur ce qu'il fallait rejeter, changer, réutiliser se déroulait sous la pression des enjeux de la réforme du système d'éducation et de la nécessité de casser le monopole du manuel unique. Or, l'éducation, en tant que sphère du pré-politique, possède un fort enracinement temporel, puisqu'elle repose irréductiblement sur l'autorité des générations adultes. Nous voilà plongés dans une dynamique des contradictions, des innovations fragiles et des résistances cachées qui investissent le rapport si complexe entre la transmission d'un passé et la question de l'autorité qui la rend légitime.

Le livre de Gabriel Marin refait l'histoire des préjugés féroces et des attentes trop optimistes, des frictions et des collisions, des nostalgies refoulées et des espoirs non partagés autour des manuels d'histoire optionnels, rédigés à la suite de la réforme de l'enseignement de cette discipline, dix ans après la révolution de décembre 1989. Il ne faut pas se méprendre sur l'intérêt d'un tel sujet pour le lecteur français. Qu'il pense à la Roumanie comme le pays d'origine de Constantin Brancusi, Emile Cioran, Mircea Eliade ou Eugène Ionesco ou bien des groupes de Roms qui « gênent » trop souvent les citoyens et les communautés, son souci ne serait pas de comprendre un dossier dont les enjeux apparemment lui échappent de par son exotisme, quoiqu'on peut lui reconnaître une certaine ingéniosité féconde dans la manière d'explorer les cadres sociaux et politiques de la difficile transition vers la démocratie. Toutefois, à qui s'interroge sur le futur

problématique de l'Europe, dans la compagnie des pays de l'ancien bloc soviétique, ce livre pourrait fournir d'abord une analyse comparative des discours, des représentations, des institutions et des acteurs sociaux qui composent les réseaux organisés autour de l'enseignement de l'histoire, de notre histoire commune européenne, difficile à partager. A ceux qui aujourd'hui, en France ou ailleurs, réfléchissent à la question du changement, de ce qui doit perdurer ou changer dans notre mémoire commune, afin qu'elle puisse se réconcilier avec la mémoire des autres et soit transmise aux générations suivantes de Français, Roumains, Allemands, citoyens européens, l'auteur propose un tableau inédit des conséquences catastrophiques d'ordre anthropologique du totalitarisme. Il s'agit bien des responsabilités et des complicités des intellectuels, notamment des historiens, de la fatigue du réveil et de l'exténuation devant un futur où l'on espère retrouver les valeurs, autrefois bafouées et déshonorées.

Si l'on est donc assez instruit sur la nature et les limites de la curiosité suscitée par une telle histoire d'un pays du Sud-Est européen lié à la France par le lien de la francophonie, il est légitime de se demander si le thème autour duquel Gabriel Marin a construit son enquête pourra rencontrer ses lecteurs. Est-ce que la question des manuels d'histoire touche vraiment des enjeux significatifs dans nos sociétés ?

Même en France, on est loin de l'époque où Lucien Febvre exerçait sa capacité critique sur les manuels d'histoire ou de géographie humaine de Vidal de La Blache, Emmanuel de Martonne ou Albert Demangeon, sans doute, des chefs-d'œuvre de sobriété, précision et intelligence. Si l'on reconnaît que l'âge des manuels soigneusement et savamment rédigés est passé, si l'on se rend compte que, à l'époque de l'information globale, l'érudition et la beauté du style sont devenues, hélas, des carcasses inutiles, on n'est moins enclins à diminuer l'impact éducatif et social de ces outils pédagogiques. Cela dit, la recherche de Gabriel Marin montre bien comment les enjeux des manuels d'histoire touchent, sur notre continent, aux valeurs en acte pour apprendre à vivre ensemble et à se respecter, mais aussi aux identités individuelles et collectives, à la transmission d'un patrimoine vif et stable, remodelé par la mémoire. Dans ce sens, Gabriel Marin nous livre une analyse comparative sur l'apprentissage de l'histoire à l'Est et à l'Ouest, organisée autour de la question de l'Etat-nation et autour de la construction de la citoyenneté européenne à travers l'enseignement de l'histoire.

Mais il y a de plus. Au cœur de ce livre, son auteur a mis la déconstruction d'une polémique qui traversa la société roumaine en 1999, suscitée d'abord par le passage du manuel « unique » vers les « manuels optionnels » et ensuite par le cas particulier d'un manuel d'histoire, sujet de débat public et de contestation de la part des autorités politiques. Il va sans dire que la rupture entre le discours unique, légitimé par le pouvoir politique et les discours pluriels, eux-mêmes légitimés par l'autorité scientifique,

reflète les tensions qui ont traversé une société acheminée vers la démocratie, mais également vers la postmodernité contemporaine. Or, ce passage qui oblitérait la modernité même, avant de l'avoir assimilée dans ses données essentielles (autonomie du sujet, mise en question de la tradition) ne fut pas encadré par une réflexion sur la mémoire et la transmission du passé. La raison de ce déficit de réflexion est facile à comprendre : on n'avait pas le temps de faire le deuil du passé, dont les horreurs et les souffrances, à peine effleurées dans les témoignages des survivants des goulags, ne conduisaient forcement à une responsabilité assumée par les coupables. Quand l'anamnèse du passé ne relève de la mémoire collective et d'une mise en question authentique, elle risque soit de devenir « une nostalgie sans deuil », selon Gabriel Marin, soit une hypocrisie tout court. Faire les comptes avec un passé embarrassant, c'était le défi d'un très petit nombre adressé à la majorité acquiesçante, visiblement gênée d'une telle approche. Il fallait s'adonner le plus vite possible aux promesses d'un futur plein d'espoir, l'adhésion à l'Union européenne, le seul projet politique autour duquel s'organisa le consensus de la société roumaine. Ce que Gabriel Marin appelle « l'affaire Sigma », c'est-à-dire le scandale autour d'un manuel d'histoire optionnel, est un cas de figure de ce malentendu historique d'un côté et de cet empressement politique, de l'autre. Peser soigneusement les pour et les contre de ce débat public, qui occupe une grande partie de ce livre, c'est faire l'anatomie d'un échec. A bien d'égards, le manuel Sigma fut le symbole de la rupture mal vécue avec le passé et d'un espoir immature dans l'avenir européen. Le manuel suscita de vifs débats dans la presse et dans les talk-shows et donna même lieu à une motion du Parlement. Les nostalgiques du discours nationaliste lui reprochaient de tourner en dérision tous les mythes sacrés de l'histoire nationale, le bric-à-brac des images, la précarité des outils pédagogiques. Les « réformistes » étaient eux aussi mécontents. Au lieu d'une réconciliation intelligente et critique avec le passé, les élèves étaient invités à une démystification réductrice et parfois violente. A la place d'une approche rationnelle et plurielle des faits et des idées, une pédagogie du traumatique et de l'édifiant. Au lieu d'inciter au questionnement, qui est le fondement de toute pensée libre et critique, le manuel jouait sur la contestation des vieux schémas, comme si l'on tentait de sauver un contenu appauvri, par le courage de ne pas s'engager dans la complexité.

Bref, le manuel Sigma témoignait vivement d'une forte crise du savoir et de la pédagogie de l'histoire, mais surtout d'un écart entre la mémoire et l'histoire. Néanmoins, il nous a révélé la nécessité de la compétence digne de transmettre ce qu'elle sait et nous a mis en garde contre deux risques majeurs. Gabriel Marin n'a pas perdu l'occasion de les identifier : les carences factuelles et l'absence de la mémoire.

Mais ce n'est pas du pessimisme que ce livre se nourrit. Du coup, on retrouve dans son épilogue l'urgence de susciter les exigences de vérité et de responsabilité dans la nouvelle génération, par rapport à la mémoire et au patrimoine historique, cette urgence qui nous rend plus forts contre le terrifiant vertige de destruction, d'incertitude et d'anxiété devant le futur. Il n'est d'avenir qu'à proportion de la mémoire que nous saurons garder et transmettre à ceux qui nous suivent.

Violeta Barbu
Académie roumaine, l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga »

Avant-propos

> « Les chagrins, quels qu'ils soient, deviennent supportables
> si on les met en récit ou si l'on en tire une histoire. »
>
> Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*

Tout de suite après la révolution anticommuniste, dans la société roumaine comme dans toute autre société est-européenne, les faits criminels du communisme ont émergé. Une *mémoire douloureuse* apparut, montrant comment la dictature, malgré son brouillage mnémonique, laisse des empreintes criminelles. Paradoxalement, une autre mémoire, cette fois-ci une *mémoire heureuse*, une nostalgie du passé communiste se manifesta également. Dans la foulée des changements politiques d'après la chute de Ceausescu, le cercle des amis, des voisins, et même celui des membres de ma famille – certains d'entre eux ayant été prisonniers politiques sous le régime communiste – étaient maintenant divisés, à l'image de la société roumaine dans son ensemble. Le nouveau pouvoir installé après la chute inattendue de Ceausescu est pourtant appuyé par la plupart des Roumains. Mais il est vite qualifié par des opposants et manifestants issus de la société civile de « nouveau régime autoritaire » ou stigmatisé sous le terme de « régime néocommuniste d'Iliescu » ce pouvoir contribua davantage à cette profonde fracture sociale. Une peur collective, une panique généralisée contre l'*autre*, contre les opinions de l'*autre*, contre tout changement oblitère tout dialogue social ; toute discussion sur le présent et sur l'avenir de la société roumaine devient en fait discussion sur le passé communiste. « Le terroriste » – « l'étranger » de la Révolution anticommuniste qui défend Ceausescu – est incarné par un nouveau personnage, l'opposant du régime Iliescu. Ce dernier est assimilé à l'« ennemi du peuple » du régime communiste. Ces « ennemis » sont des membres de partis traditionnels fondés immédiatement après 1989, des intellectuels ou des étudiants, ils deviennent les voisins, les amis d'autrefois, le frère, la parenté, l'*autre*. Ainsi ceux qui pensent autrement seront chassés et violemment réprimés.

L'écroulement du communiste roumain est le fruit d'une rupture de mémoire et d'identité, effet des politiques totalitaires du contrôle du passé.

Comment expliquer alors l'appui de la plupart de la population au nouveau pouvoir néocommuniste ? Certes, pour ces derniers, le temps postdictature ne saurait être une rupture radicale, mais plutôt une continuité « naturelle » avec le passé. Ainsi, l'adhésion populaire au régime Iliescu, s'expliquerait par ce que Pierre Bourdieu appelle une « homologie » entre « la structure de sens » produite par le « discours dominant » et « les structures sociales du monde réel »[1]. Ce monde « objectif » englobe des structures sociales et mentales internalisées (une *orthodoxie*) auxquelles on reconnaît une « normalité » et une « stabilité ». Quand le président Iliescu invite à la « normalité » et la « stabilité sociale », il prononce un discours « reconnu » par la foule. La manière dont la plupart des Roumains approchent ses slogans politiques relève d'une perception « apprise » pendant les décennies de la propagande communiste. L'appel à la narration historique n'est pas externe, mais au cœur de cette homologie.

Le temps communiste ainsi que la période immédiate qui le suit sont avant tout l'histoire d'une tragédie collective. Cette tragédie est liée aux rapports défectueux avec le passé totalitaire, un passé traumatique qui altère encore les mémoires contemporaines. L'histoire du néo-communisme roumain n'est pas une histoire silencieuse. Après la mort de Ceausescu, la nostalgie communiste, a fait couler le sang. Les victimes du régime néocommuniste ont été plus nombreuses que celles du communisme et ce, sans compter les victimes de la Révolution de décembre 1989. Les six descentes en force des mineurs (entre 1990-1999) contre les manifestants « anticommunistes » de la place de l'Université à Bucarest ou contre toute force politique qui « pensait » [2] différemment ne sont-elles l'expression sanglante d'une guerre entre les amnésiques et les survivants hypermnésiques d'un passé totalitaire ? Au-delà des vies perdues, que représentent les milliers de morts après la chute de Ceausescu ? Ne sont-ils que des victimes de la nostalgie communiste ? Ne peut-on plutôt y déceler la nature violente du postcommunisme roumain dans une stricte continuité avec la violence du régime Ceausescu ? Le manque d'un projet de société, la corruption généralisée, ainsi que la violence sociale quotidienne dans la Roumanie d'aujourd'hui ne s'inscrivent-ils pas dans une continuité avec le passé communiste ?

* * *

[1] Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard, Paris, 2001.

[2] Une des slogans de la foule des travailleurs des usines bucarestoises, supporteurs des mineurs, rappelle l'usage propagandiste de la lutte de classe : une « classe prolétaire » qui condamne la « classe intellectuelle » des « paresseux » et « profiteurs » du travail « physique », « réel » du peuple travailleur : « Noi muncim, noi nu gindim ! » (Nous travaillons, nous ne pensons pas).

Permettez-moi aussi d'inviter le lecteur à lire six citations[1] issues des manuels d'histoire roumains, des contextes narratifs d'avant et d'après 1989, et qui résument d'une manière peut-être trop abrupte, cependant, significative, le rôle et la charge symboliques de l'histoire nationale dans les représentations identitaires :

1. « Ce fondement théorique [de l'histoire nationale] est représenté par la conception matérialiste de l'histoire. L'application créative de la théorie du matérialisme historique aux conditions de notre pays est réalisée dans les documents du Parti communiste roumain et dans les œuvres du secrétaire général du parti, le camarade Nicolae Ceausescu. »

> *Istoria moderna a Romaniei. Manual pentru clasa a IX-a* (Histoire moderne de la Roumanie. Manuel de 9e année), HUREZEANU, Elisabeta, SMARANDACHE, Gheorghe, TOTU, Maria, Editura didactica si pedagogica, Bucuresti, 1983, p. 7.

2. « Comme le montrait le camarade Nicolae Ceausescu, le travail constructif, ample et difficile s'était imbriqué avec la lutte ferme contre les forces réactionnaires des classes exploitantes et des [autres] partis politiques ; [Ces ennemis], appuyés par des cercles impérialistes de l'extérieur du pays, s'opposaient aux transformations socialistes, à la démocratisation du pays, et aux mesures de redressement et de développement économique. » [En italique, en original]

> *Istoria moderna si contemporana. Manual clasa a VII-a.* (Histoire moderne et contemporaine. Manuel de 7e année, [manuel d'histoire universelle]), ALMAS, Dumitru, NICOARA, Ion, VIANU, Alexandru, Editura didactica si pedagogica, Bucuresti, 1974, p. 198.

3. « Une attention particulière devrait être accordée à la problématique de l'Europe centrale et orientale qui a tant souffert de la manipulation de l'histoire jusqu'à tout récemment et qui dans des cas d'espèce est encore assujettie à une censure politique. (…) Pour la plupart des jeunes, l'histoire commence à l'école. Elle ne devrait pas consister à apprendre par cœur des faits historiques pris au hasard ; elle devrait être une initiation sur les modes d'acquisition des connaissances historiques, de façon à développer l'esprit critique et à favoriser un comportement démocratique, tolérant et civilement responsable (…) Les hommes politiques ont leur propre interprétation de l'histoire, et certains sont tentés de la manipuler. (…) Les citoyens ont le droit d'apprendre une histoire non manipulée. »

[1] Pour faciliter la lecture, toutes les citations, les noms des auteurs, les titres bibliographiques ainsi que les textes utilisés en Roumain dans ce livre seront employés sans garder les signes diacritiques spécifiques de la langue roumaine.

« Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, session ordinaire de 1996, Recommandation 1283 (1996) relative à l'histoire et à l'apprentissage de l'histoire en Europe », http://eurochild.gla.ac.uk/francais/CoE/Recommandations/CoE_Rec1283(FR).htm.

4. « Dans les anciens manuels [uniques], les élèves se moquaient des personnalités [historiques]. Ce modèle d'histoire grandiloquente les tournait en ridicule et en dérision et c'est ce que nous voulons faire disparaître. Ces modèles de manuel, présents à l'époque de Ceausescu, existent toujours, ce sont des œuvres rébarbatives et mal écrites, de propagande et d'idéologie, qui, en fait, s'éloignent de la thématique traitée. Ce type d'interprétation de l'histoire, pratiqué jusqu'à maintenant [1999], ne fait que se compromettre lui-même. »[1]

Sorin Mitu, auteur et coordonnateur du manuel optionnel *Istorie. Manual pentru clasa a XII-a* (Histoire. Manuel pour la 12e année), Bucuresti, Maison d'édition Sigma, 1999.

5. « Jamais, au grand jamais, un attentat d'une telle gravité n'a été commis aussi ouvertement face à la conscience historique de la nation roumaine ».

V. Andritoiu – professeur de lycée, au sujet de la publication en 1999 du manuel optionnel *Istorie. Manual pentru clasa a XII-a* (Histoire. Manuel pour la 12e année), Bucuresti, Maison d'édition Sigma, 1999, coordonné par Sorin Mitu.

6. « Est-il possible de concevoir plusieurs histoires alternatives ? Y a-t-il une Académie roumaine composée de savants émérites ? Ne serait-il pas plus logique qu'il existe une Commission nationale, formée de ce genre de personnes, pour se mettre d'accord sur un manuel unique, sur un unique livre d'apprentissage de l'histoire de la Roumanie pour les élèves de ce pays? »

C.T. Popescu – journaliste, journal « Adevarul » (La Vérité), fervent critique du manuel coordonné par Sorin Mitu.

Bien qu'il s'agisse de plus d'un écart de deux décennies, les citations choisies ci-dessus proviennent de deux époques différentes. Les deux premières montrent le contexte politique dans lequel la leçon d'histoire se faisait dans la Roumanie de Ceausescu. La troisième citation traduit les recommandations du Conseil de l'Europe sur la nécessité sociale de faire des

[1] « Sorin Mitu vorbeste despre manualul de scandal : în 50 de ani, viziunea mea va fi depasita » (« Sorin Mitu parle du manuel qui a fait scandale : dans 50 ans, ma vision sera dépassée »), article signé par Claudiu Saftoiu, « Privirea » (« Le Regard »), n° 8, décembre 1999, http://www.privirea.ro/arhiva/1999/decembrie/contra.htm. Site consulté en hiver 2001.

réformes de l'enseignement historique après la chute du communisme en Europe de l'Est La quatrième explique la situation de l'enseignement historique dans la Roumanie post-Ceausescu. Les deux dernières citations traduisent les oppositions soulevées par les modalités de la réforme du manuel scolaire et plaident pour un manuel unique d'histoire nationale. Pour les détracteurs de ce manuel, destiné à l'usage des élèves de la dernière année du secondaire, celui-ci constituait une attaque à l'identité nationale des Roumains et une insulte à leur histoire. Pour ses thuriféraires, le seul défaut de ce manuel était de proposer une vision pro-européenne et critique par rapport aux anciens manuels uniques d'histoire. « Un manuel d'histoire [alternative] agite la scène politique », *Les commissions parlementaires spécialisées ont entendu les historiens,* titrait à l'époque *« Bucarest Matin »,* un journal de langue française en Roumanie[1].

J'ai choisi ces citations parce qu'elles mettent en évidence la crise de l'historiographie est-européenne et la présence d'une nostalgie de l'ancien récit unique d'histoire. Ces citations expriment particulièrement la situation de la mémoire collective des Roumains à la sortie du communisme. Les Roumains d'aujourd'hui – ou du moins, plusieurs d'entre eux – ne se retrouvent plus dans leurs manuels d'histoire.

Ce livre témoigne donc d'un double souci : comment enseigner aujourd'hui la « bonne » leçon d'histoire et comment retrouver la mémoire collective des Roumains dans cette leçon d'histoire, là où, durant l'époque communiste, la mémoire a été effacée ou du moins altérée selon les besoins du pouvoir en place. Cette recherche est issue de plusieurs préoccupations, quelques-unes d'ordre privé, d'autres d'ordre plus académique évidemment. Quant aux premières, j'ai fréquenté moi-même l'école communiste pendant les dernières années du régime Ceausescu. Après 1989, j'ai vécu la première phase, la phase virulente de la nostalgie communiste : les années sanglantes de confrontations entre les guerriers du passé et les visionnaires naïfs d'une « société sans communistes ». J'ai également vécu la deuxième phase, une phase marquée par moins d'effervescence et que je nommerai donc la phase plus « calme » de la nostalgie communiste. Cette période fut celle des scandales publics autour de la culture nationale, de l'histoire, bref, de l'identité roumaine après 1989. Les propos tenus ici sont donc aussi ceux d'un ancien étudiant et d'un citoyen confronté à sa propre mémoire et à son regard sur le passé, son passé.

Cette perspective n'obère pas la dimension académique du travail. À certains égards, je dirais qu'elle l'enrichit d'une expérience concrète. J'ai cependant pris garde à y introduire la distanciation nécessaire à toute réflexion et à la soumettre à un axe heuristique. De ce point de vue, je dirais

[1] http://www.bucarest-matin.ro//ARHIVA/99TR4/795rom.html. En outre, quelques politiciens proposaient bien de faire un autodafé de ces manuels. Site consulté en automne 1999.

qu'à travers cette recherche, j'ai essayé de comprendre comment s'articule la mémoire à l'histoire ou, plus exactement, « les maladies » de la mémoire collective à la déontologie et au travail de l'historien sous le communisme. Comme étudiant au doctorat de l'Agence universitaire de la francophonie à l'Université Laval, Québec, Canada[1], j'ai eu comme préoccupation initiale, l'étude des rapports entre les historiens et le pouvoir politique en Roumanie communiste. Durant l'été 1999, un scandale public autour de la publication d'un manuel scolaire d'histoire « optionnel »[2] secoua la société roumaine. Ce scandale n'était que la suite de plusieurs scandales liés à la phase « calme » de la nostalgie communiste. L'affaire, devenue d'après la maison d'édition du manuel, *« le scandale du manuel alternatif*[3] *Sigma »*[4], dépassa la zone d'intérêt des historiens, et devint une affaire « nationale », souvent associée aux difficultés de la société roumaine, traumatisée par l'expérience récente du « ceausisme » (appelons ainsi le régime communiste de Ceausescu). C'étaient des années difficiles où l'espoir pour le renouveau était timide face à la hantise d'un passé dont on craignait encore qu'il ne ressurgisse. La virulence de cette affaire, mais surtout la décision du nouveau gouvernement Iliescu-Nastase (2000-2004) - qui tenta, une année plus tard, par l'intermédiaire d'Ecaterina Andronescu, alors ministre de l'Enseignement, de rétablir un contrôle étatique sur les manuels scolaires ont suscité mon intérêt d'autant que ces événements me paraissaient particulièrement significatifs des enjeux de mémoire que pose l'enseignement de l'histoire. Bien que redoutant les dérives possibles d'une thématique trop liée à un présent dont je suis encore très proche, les encouragements de mon directeur Bogumil Koss, m'ont incité à passer outre ces hésitations et à faire de cette actualité le cœur de ma thèse de doctorat.

---

[1] L'auteur a été étudiant de l'École doctorale en sciences sociales Europe centrale de Bucarest – Agence universitaire de la francophonie entre 1999-2000 ayant un projet sur *Les historiens et le pouvoir communiste*.

[2] Dans l'école roumaine, les premiers manuels optionnels font leur apparition au cours de l'année scolaire 1996-1997, dans le cadre de la réforme de l'enseignement pré-universitaire, financée par le gouvernement de la Roumanie – durant la présidence d'Emil Constantinescu (1996-1999) - et la Banque Mondiale. Le premier projet date de 1995-1996. Ensuite, durant l'année scolaire 1997-1998, paraissent les manuels dits « alternatifs » de troisième et de cinquième année. L'année suivante, les manuels d'histoire de quatrième et de sixième année paraissent également. Les informations appartiennent à la conseillère du ministère de l'Enseignement de l'époque, Dakmara Georgesco, citée par l'agence de presse « Mediafax », Bucarest, le 8 octobre 1999.

[3] Dans ce livre, j'utiliserai les deux termes imposés par les médias : « alternatif » et/ou « optionnel ».

[4] Sorin Mitu (coord.), Pecican Ovidiu, Lucia Copoeru, Virgiliu Târau si Liviu Tîrau, *Istorie. Manual pentru clasa a XII-a* (Histoire. Manuel pour la XII^{e} année), Bucuresti, maison d'édition « Sigma », 1999.

INTRODUCTION

La nostalgie de la leçon d'histoire du communisme

> « Un peuple sans histoire est un peuple qui s'abandonne. »
> - François Lyotard

Ce livre repose sur une thèse de doctorat qui, interrogeant l'affaire entourant la parution d'un nouveau manuel d'histoire en 1999, analyse comparativement des manuels d'histoire en vigueur à l'époque Ceausescu et après la chute du régime communiste[1]. En quelque sorte donc, ce livre est une ego-histoire. Il témoigne paradoxalement d'un contexte social et historique postcommuniste dans lequel l'auteur est à la fois chercheur et témoin. En tant que témoin, je n'ai eu qu'à observer une querelle généralisée autour de la réforme de l'histoire en Roumanie et à la transposer dans un contexte plus général lié à la *transition* postcommuniste après la chute du mur de Berlin dans l'Europe de l'Est. Observer et participer, en essayant de se défaire des rapports défectueux d'une mémoire collective manipulée et d'une critique historienne quasi absente, tenter de comprendre les silences et les aveux de mes professeurs d'histoire fut pour moi, comme pour plusieurs de mes collègues, un défi, le défi de ma génération étudiante. Graduellement, j'ai compris que le communisme avait un rapport défectueux en lui-même et que l'étude de la mémoire collective et de l'histoire du communisme pourrait m'aider non seulement à mieux l'observer, mais aussi à mieux m'en défaire.

Bien que cette démarche ait été soumise à l'analyse de la pathologie mnémonique postcommuniste, elle pourrait bien ouvrir une problématique beaucoup plus générale sur le rôle de l'histoire et sur la crise d'identité des Roumains à la sortie du communisme. À la sortie du communisme, l'identité roumaine est en détresse. Incapables d'imaginer un autre avenir que celui à

[1] Livre basé sur la thèse de doctorat de l'auteur *La mémoire, l'histoire et l'identité à l'issue du communisme. Analyse des manuels scolaires d'histoire des Roumains (1989-2004)*, présentée à la faculté des études supérieures de l'Université Laval pour l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D), programme de doctorat en histoire, faculté des lettres, Université Laval, Québec, Québec, Canada, soutenue en juin 2004.

l'image du passé, les Roumains ont eu recours à une identité créée à l'époque totalitaire. En 1989, l'identité des Roumains était celle issue de la propagande y compris celle d'une pédagogie scolaire d'une quarantaine d'années d'enseignement manipulé. Au lendemain de 1989, en se questionnant sur leur avenir, la plus grande partie des Roumains reproduisait des clichés appris dans les anciens manuels scolaires uniques d'histoire. Je me suis souvent demandé comment nous les Roumains étions passés si rapidement de la contestation du communisme de la Révolution à des représentations mnémoniques nostalgiques du régime, quelques mois après son écroulement. En 1989, les leaders des nouveaux partis politiques « traditionnels » sont perçus comme des « traîtres », des « fugitifs », des « opportunistes », « des bandes de vendus à l'Occident », en opposition avec les défendeurs de la « démocratie originelle » – anciens activistes du parti communiste – qui défendent « un pays toujours menacé de disparaître ». N'est-ce pas le manuel d'histoire de l'époque communiste qui nous enseigna comment « la diaspora et le roi Michel trahirent les Roumains… fuyant le pays avec l'argent et les biens du peuple » ?

* * *

L'ouvrage qu'on propose ici tente d'observer les continuités et les filiations entre le récit historique des manuels scolaires d'histoire de l'époque communiste et les manifestations mnémoniques nostalgiques des Roumains d'après 1989. Une étude d'une quinzaine de manuels scolaires d'histoire, parus entre 1970 et 2000, est faite à partir d'une démarche d'histoire intellectuelle et dans une perspective diachronique et comparative. Je tente d'établir un canon historiographique construit durant le régime Ceausescu. Les changements du récit historique seront mis en comparaison avec les changements d'orientation politique de la Roumanie des années 1970-1989. Les modes historiographiques du communisme – vus à travers les manuels d'histoire – montrent comment l'écriture historique est influencée par les goûts historiques du pouvoir dictatorial.

Le livre s'intéresse également à la « transition » postcommuniste roumaine[1]. Le manque de changements graduels, comme dans d'autres pays voisins de l'Europe centrale, ainsi que la tombée inattendue de Ceausescu dévoila le caractère purement idéologique de la leçon d'histoire pendant le communisme. Entre 1989 et 1996, l'enseignement historique est en crise. Bien que le pouvoir politique hésite encore entre la continuité et la rupture, une alternative pédagogique dans les écoles primaires, dans les lycées et

[1] Pour une vue d'ensemble sur la question voir, Duncan Light & David Phinnemore (eds), *Post-Comnunist Rornnnia: Corning ro Terms with Transition.* Basingstoke. Hampshire: Palgrave, 2001.

même dans les universités roumaines s'avère également très difficile. Professeurs et enseignants des écoles ou des universités, trop compromis par leurs engagements politiques, sont maintenant contestés et parfois limogés. Textes, manuels d'histoire, matériaux pédagogiques de toute sorte sont désormais vétustes et inutilisables. Deux manuels uniques d'histoire, que j'appellerai « de *transition* »[1], parus dans les lycées, deux et respectivement quatre ans après l'écroulement du régime Ceausescu, reflètent eux aussi une forte dépendance au passé, et témoignent des « séquelles » de l'ancien manuel d'histoire de l'époque national-communiste.

L'identité n'est pas donnée, elle n'est pas un acquis immuable, mais bien un processus social continuel, en transformation. La mémoire collective – vecteur de l'identité nationale – est, après 1989, fortement évoquée et recherchée, mais souvent retrouvée mutilée. Un oubli sélectif, mais aussi un processus de travail réflexif de mémoire, ont déclenché un ample besoin social de réforme. « Le bouclier et la lancée » de la foi communiste, l'*école* et notamment l'apprentissage historique s'avèrent maintenant les priorités sociales pour faire « le deuil » du passé totalitaire. La réforme radicale de l'enseignement historique est la plus urgente, car le présent ne peut pas être déterminé sans qu'on puisse d'abord récupérer une mémoire manipulée, amputée par le mensonge idéologique. Une réforme des manuels scolaires d'histoire est particulièrement demandée autant par la sphère politique que par la société civile, par le corps professoral tout comme par les élèves eux-mêmes. Cette réforme, accélérée après 1996, a visé une orientation européenne de l'enseignement national et, par conséquent, l'abandon de l'ancienne leçon d'histoire de l'époque communiste. Une nouvelle curricula ainsi que de nouveaux manuels d'histoire, appelés « alternatifs » ou « optionnels », sont élaborées avec l'aide du Conseil de l'Europe et d'organismes financiers internationaux.

Cinq manuels optionnels parus en 1999 et 2000 seront analysés ici autant pour saisir les continuités mnémoniques avec les anciens manuels d'avant 1989 que pour examiner le nouveau discours historiographique, repensé dans une visée européenne. Le livre n'a pas pour but d'enseigner comment construire un bon manuel scolaire d'histoire. Il ne tente pas non plus de critiquer les manuels scolaires d'histoire du point de vue du contenu ou de la vision philosophique du récit, afin de soutenir l'une ou l'autre ligne d'idéologie narrative. Tel que nous le verrons, certains manuels sont placés

[1] Mihai Manea, Adrian Pascu et Bogdan Teodorescu, *Istoria Romanilor din cele mai vechi timpuri pina la Revolutia din 1821. Manual pentru clasa a XI-a* (Histoire des Roumains de l'origine jusqu'en 1821. Manuel pour la 11e année), Maison d'édition « Editura Didactica si Pedagogica, R.A, Bucuresti 1992; Mihai Manea et Bogdan Teodorescu, *Istoria Romanilor de la 1821 pina in 1989. Manual pentru clasa a XII-a.* (Histoire des Roumains de 1821 jusqu'en 1989.Manuel pour la 12e année), Maison d'édition « Editura didactica si pedagogica », R.A., Bucuresti, 1994.

sous le signe du deuil, alors que d'autres expriment une nostalgie de l'ancien manuel unique. Puisque le manuel de la maison d'édition Sigma – édition 1999 – fait l'objet d'un scandale – voire d'une résistance nostalgique collective –, je lui ai réservé un chapitre à part. L'analyse de ce manuel m'intéresse ici moins pour son côté didactique, que pour l'interprétation des accusations qui y sont formulées. Je montre comment les changements narratifs faits suite « à l'affaire Sigma » dans une nouvelle édition 2000, se rapprochent de la « bonne » ligne d'interprétation historique canonique d'avant 1989. Bien que dans la société roumaine postcommuniste d'autres cas de figure puissent être retenus, je choisis de m'attarder sur l'affaire Sigma comme artefact de la manipulation mnémonique opérée durant l'époque Ceausescu.

Il est désormais évident que non seulement les manuels mais aussi l'exercice et la déontologie même du métier de professeur ont été profondément altérés par « la civilisation staliniste » (S. Kotkin, 1995)[1]. En 2008, un nouveau scandale autour de l'épreuve orale de littérature roumaine au lycée, épreuve requise après l'obtention de 12 grades, a ramené sur le devant de la scène la question de l'identité nationale versus l'identité européenne et son corollaire l'influence de représentations nostalgiques du communisme en grande partie entretenues par les manuels de l'époque. Comme en 1999, un groupe de professeurs de collèges soutenus par les membres de l'Académie roumaine a protesté contre l'introduction de nouveaux auteurs au détriment des figures traditionnelles de la littérature roumaine. Un nouveau document, *Le rapport final de la Commission présidentielle pour l'étude de la dictature communiste en Roumanie*[2]*,* mais aussi la récente *loi de la lustration*[3] adoptée en 2006, furent la principale cible des critiques. Comme lors de l'affaire Sigma, l'Académie roumaine et les membres du Parlement furent parmi les premiers détracteurs du *rapport* et des nouvelles réformes du ministère de l'Education. Leurs critiques pointaient les nouveaux thèmes introduits aux programmes des examens

[1] The term is understood here it its social abstract dimension as a universe of cultural, political and social values belonging to "Stalinist time period". The traces of Stalinist civilization are visible today in current Eastern Europe particularly under nostalgic forms. Stephen Kotkin, *Magnetic mountain: Stalinism as a civilization*, University of California Press, Berkeley, 1995.

[2] *Le rapport* est en accès libre sur Internet dans les deux versions anglaise et roumaine : Presidential Commission for the Study of the Communist Dictatorship in Romania, *Final Report of the Presidential Commission for the Study of the Communist Dictatorship in Romania*, sous la direction de Vladimir Tismaneanu, Bucarest, 2006.

[3] Consultée, en mars 2012, dans sa version électronique sur le site web de la Chambre des députés de la Roumanie : http://www.cdep.ro/pls/proiecte/upl_pck.proiect?idp=6394; Sur ce sujet voir les travaux des Raluca Ursachi et Raluca Groesscu *Justiţia Penală de Tranziţie, de la Nurneberg la postcomunismul românesc (La Justice pénale de transition : de Nuremberg à la Roumanie postcommuniste*, Iaşi*,* Polirom, 2009.)

oraux, accusés de « dégrader la qualité du système éducatif roumain » (Adrian Paunescu)[1], parce que « l'histoire, le langage et la littérature sont le socle du peuple roumain, ce qui constitue l'identité roumaine même » (Eugen Simion - historien et critique littéraire, président de l'Académie roumaine à l'époque).

Encore comme lors de l'affaire Sigma, les discours entourant la réforme du système éducatif ont été appréhendés comme l'antithèse narrative de l'identité nationale versus l'identité européenne. Cependant, la réalité pourrait être plus complexe. À cet égard, les clichés tirés des réponses estudiantines aux examens, lesquelles régalent les médias presque chaque année, pourraient être très instructifs. Ils ont en effet révélés que les bacheliers gardaient bien vivace à l'esprit l'histoire telle que dépeinte par les anciens manuels communistes et la « mémoire enseignée » (Ricœur, 2000). Pareil constat souligne que transformer les manuels n'est pas suffisant si cette transformation ne s'inscrit pas dans un projet réformateur plus vaste qui concerne l'acte pédagogique lui-même. En d'autres termes, rien ne sert de changer les manuels si dans le même temps aucune attention n'est accordée à la mémoire institutionnelle, celle du corps enseignant.

L'affaire Sigma est étudiée ici comme manifestation compulsive de la nostalgie du communisme. Je m'intéresse à la lecture des significations, des conventions et des « codes sociaux »[2] qu'on a donnée au manuel scolaire durant l'époque Ceausescu. Ce livre propose une lecture du *manuel scolaire* en tant qu'« objet symbolique » d'une époque et non comme une lecture critique d'une narration « qui enseigne et qui transmet des connaissances historiques ». Ce livre n'est pas un ouvrage didactique qui tente de montrer quel est le *bon* et le *mauvais* manuel d'histoire, mais un ouvrage d'histoire culturelle qui a pour but de décortiquer le sens et la signification sociale de la leçon d'histoire durant et immédiatement après la dictature. Selon l'auteur, les causes de cette affaire se trouvent dans une prémisse piégée, selon laquelle le monde de représentations du passé a déterminé l'usage d'un manuel d'histoire en tant qu' « objet » et « corps politique » de la « civilisation » totalitaire. Alors que l'affaire « Sigma » a été déclenchée dix ans après la chute de Ceausescu, elle est étudiée ici comme élément révélateur, un cas d'espèce d'un passage social : « l'affaire Sigma » est à la

[1] Adrian Paunescu a été considéré le poète de la courte de Ceausescu et il est maintenant président du Comité pour la culture, les arts et de l'Information Média. « Les Nouvelles », dans *Educatia* (l'Education), paru le 25 juin 2008, consulté en variante électronique le 20 décembre 2009. "Baccalauréat 2008 – Istoria, limba si literatura romana in scoala – in dezbaterea Academiei" (Le Bacalauréat 2008, L'histoire, la langue et la littérature roumaine dans les écoles – un débat de l'Académie roumaine., *L'agence de presse Rompres*, http://stiri.itbox.ro/stiri-online/educatie/bacalaureat-2008-istoria-limba-si-literatura-romana-in-scoala-in-dezbaterea-academiei.html

[2] Dominick LaCapra, *Madame Bovary on Trial,* Cornell University Press, Ithaca and London, 1982, pp. 8-9.

fois *une* des manifestations *nostalgiques* qui trahit encore l'ombre de l'ancienne leçon d'histoire de l'époque communiste, et une tentative de *deuil* et de *travail de mémoire* du communisme. Elle exhibe une faille entre la mémoire historique enseignée sous la période totalitaire et une tentative d'approche de critique historique. Durant l'époque communiste, l'histoire se confond avec les mythes (mythes qu'elle a elle-même créés). L'affaire Sigma montre comment un manuel scolaire d'histoire devient d'un objet de culte du nationalisme, un outil pédagogique au service du savoir – bien que perfectible du point de vue didactique dans le cas de la première édition du manuel de Sorin Mitu (coordonnateur du manuel). Le contraste entre *histoire* et *mythe* est appréhendé ici en termes wébériens : l'un, comme « lieu enchanté » du monde (mythe), l'autre comme « lieu désenchanté » du monde (histoire critique).

Cette affaire est révélatrice des rapports épistémologiques entre histoire et pouvoir politique et surtout elle autorise un examen déontologique de la situation de l'historien durant l'époque totalitaire. Les titres de l'article paru dans le *Bucarest Matin* dépeignent la situation de crise dans laquelle l'enseignement de l'histoire et l'historien roumain se trouvaient en 1999 : « L'Académie roumaine prend position » (bien négatif !), alors que « les professeurs de la faculté d'histoire de Bucarest soutiennent le manuel »; « Le manuel d'histoire – dimension nationale ou européenne ? » L'historien s'avère « thérapeute social », dit Paul Ricœur ; il a un rôle social essentiel car il libère la mémoire collective du fardeau honteux de son passé. Par la critique historique, l'historien contribue ainsi à ce qu'une mémoire collective traumatique ne soit ni oubliée – pour ne pas répéter le passé – ni hantée – pour pouvoir sortir de ce traumatique passé. Quant à l'historien de l'Europe de l'Est, et particulièrement à l'historien roumain, il est face à une difficulté de plus, conséquence de l'expérience totalitaire puisque plusieurs générations d'historiens roumains ont été les *témoins* le plus touchés, les patients les plus affectés par l'amnésie nationale-communiste.

La crise identitaire en Roumanie post-Ceausescu Ou quand le *trop d'histoire* devient *amnésie*

« Le père de la Nation » : une statue à Ceausescu

Dans un manuel d'histoire paru en 1974 – l'époque où la réputation et la célébrité, la sympathie nationale et internationale de Ceausescu sont pleinement reconnues – on apprend que :

> « (…) par l'étude de l'histoire de la Nation, nous cherchons à comprendre les rôles des différents leaders, remarquables individus provenant des familles ordinaires roumaines [allusion à l'origine paysanne de Ceausescu]. L'histoire

> nous montre toujours comment les grandes figures – commençant avec Decebal, Mircea l'Ancien, Stefan le Grand, Jean de Hunyadi, Michel le Brave, Horea, Closca et Crisan, Tudor Vladimirescu, etc. jusqu'à celles d'aujourd'hui– ont exprimé les aspirations du peuple et ont lutté pour les accomplir, toujours à se battre pour résoudre les problèmes majeurs que le pays rencontre ».[1]

Trente années plus tard, en 2004, sur le site Internet de l'Étoile pour le socialisme, le journal électronique du Comité d'initiative pour l'enregistrement du Nouveau Parti communiste roumain[2] on apprend également que :

> « l'anniversaire de Nicolae Ceausescu se situe dans l'esprit de la tradition roumain qui honore les grandes personnalités du peuple. On se remémore avec émotion et fierté les faits remarquables de nos grands voïvodes : Mircea l'Ancien, Étienne le Grand, Vlad L'Empaleur, Michel le Brave, Constantin Brancoveanu, Tudor Vladimirescu et Alexandru Jean Cuza. Dans cette succession, on place le nom de Nicolae Ceausescu, fils fidèle et dévoué à son peuple, incarnant pleinement toutes ses vertus. Le nom du premier président de la République de Roumanie est situé aujourd'hui dans la galerie des grandes figures de l'histoire nationale. (…) Bien que sa fin soit tragique – telle celle de tous les grands dirigeants du peuple roumain – et malgré les opposants à l'époque et à sa personne, son nom sera inscrit en lettres d'or, pour l'éternité, dans le livre d'histoire de la patrie ».

Les nostalgiques communistes sont mélancoliques, pessimistes sur l'avenir, fatalistes en ce qui a trait au changement. Ils savent d'avance que le futur ne saurait être à la hauteur d'un passé glorieux dont le régime Ceausescu a fait briller les dernières lumières. Et les nouvelles technologies de l'information comme Internet sont une agora de plus à la nostalgie de l'ancien régime communiste. Les forums Internet ainsi que des courriers électroniques qui circulent dans des grands réseaux anonymes attestent en effet d'une forte narration mnémonique du passé communiste. Listes d'artefacts, des objets-souvenirs de l'époque communiste servent de réminiscence au passé politique : « Qu'est-ce que vous regrettez de l'époque Ceausescu ? », c'est un des thèmes d'un forum ; « Je regrette la cravate rouge des pionniers [l'Organisation des jeunes communistes roumains] – répond un internaute –, « Un Cico froid [boisson gazeuse produite durant l'époque communiste], je donnerais un trésor pour un Cico froid

[1] Dragne Florea, Ionescu Matei, Iordanescu Aurel, *Istoria Romaniei. Manual pentru clasa a VIII-a*, (Histoire de la Roumanie. Manuel pour la 8e classe), Ed. Didactica si pedagogica, Bucuresti, 1974, p. 4

[2] *Scanteia pentru socialism*, ziar electronic al Comitetului de initiativa pentru inregistrarea Noului Partid Comunist Roman (L'Étincelle pour socialisme, le journal électronique du Comité d'initiative pour la fondation du Nouveau Parti communiste roumain), an 1, n° 8, janvier 2004.
http://www.npcr.ro/scanteia/articole/arhiva%20ziar/ianuarie%2004/86%20de%20ani%20aniversare.htm ; voir une bibliographie Internet sur Ceausescu, voir http://www.ceausescu.org/

maintenant... »« Moi, je regrette le savon Cheia… [la Clé – un savon bon marché, souvent donné gratuitement aux travailleurs] » – répond un autre internaute, et la liste continue…[1] Les représentations nostalgiques de Ceausescu paraissent, elles, inspirées des manuels scolaires d'histoire.

Elles incarnent une mémoire nostalgique enseignée à l'époque :

> « Je pense que Ceausescu a perpétué la tradition de nos princes qui ont cherché le bien de leur pays jusqu'au sacrifice de leur vie, luttant contre les ennemis de l'extérieur. Rien de nouveau. Seulement de l'histoire. J'ai entendu qu'il essayait de fredonner l'Internationale dans un dernier soupir. C'est sûr que dans sa tête, elle avait une autre signification, il ne s'agissait pas du communisme. »[2]

> « Nicolae Ceausescu a été un pilier du patriotisme roumain. Il a aimé son pays jusqu'au suprême sacrifice ; il est tombé à genoux frappé par les fusils meurtriers, ayant au cœur l'icône de la Roumanie souveraine et indépendante, recouvert d'un linceul d'amour pour son peuple qu'il a souhaité libre et indépendant, non soumis aux géants du monde, libre et maître de son destin, heureux. Nicolae Ceausescu a été et reste un mythe. Combien parmi nous, sont-ils dignes de prononcer son nom ? »[3]

Vingt ans après la chute du régime, Ceausescu compte toujours des partisans qui lui ont érigé une statue à Scornicesti (sa ville natale) et à Targu Mures[4], en Transylvanie – là où en 1990 la confrontation de mémoires issues d'un travail historique détourné pour des buts nationalistes pousse les Roumains et les Hongrois à se confronter directement dans la rue de leur ville. Selon le leader du parti extrémiste « Romania Mare » (La Grande Roumanie), Corneliu Vadim Tudor, « Nicolae Ceausescu aura très bientôt une statue dans chaque département du pays »[5].

---

[1] "Que regrettez-vous de la période Ceausescu ? », *Cafeneau.com*, http://www.cafeneaua.com/nodes/show/568/ce-regretati-de-pe-vremea-lui-ceausescu/5, Site consulté le 2 décembre 2008

[2] *Ibid.*, http://www.cafeneaua.com/nodes/show/568/ce-regretati-de-pe-vremea-lui-ceausescu/1

[3] *Ibid.* http://www.cafeneaua.com/nodes/show/568/ce-regretati-de-pe-vremea-lui-ceausescu/2

[4] *Nine O'Clock,* "Timisoara marks 20 years since revolution, Walesa attends events", published in issue 4581 page 3 at 2009-12-16, consulté en variante électronique le 29 décembre 2009, http://www.nineoclock.ro/index.php?page=detalii&categorie=homenews&id=20091216-12236

[5] *Ziarul de Iasi* (Le Journal de Iassi), « O noua initiativa a lui Vadim Tudor : O statuie a lui Ceausescu in fiecare judet » (Une nouvelle initiative de Vadim Tudor : Une statue de Ceausescu dans chaque département du pays), date de la publication 16/09/2006. Site consulté le 29 déc. 2009 en variante électronique : http://www.ziaruldeiasi.ro/national-extern/o-statuie-a-lui-ceausescu-in-fiecare-judet~ni443t.

La mémoire de la « mémoire communiste » et l'amnésie patrimoniale

Après l'éparpillement de la bourgeoisie urbaine, son emprisonnement dans les prisons politiques des années 1950, ou l'exil, la plupart des citadins des villes de Roumanie seront les produits de la transformation démographique et idéologique des dernières années communistes. Déracinés de leur berceau géographique et culturel, ces nouveaux habitants s'imposent eux-mêmes une sorte d'oubli, une amnésie des origines, tout en adoptant une mémoire « uniforme », enseignée par l'État « centraliste » communiste. Sous la promesse d'une vie meilleure, ces immigrants « villageois », citadins de première génération, embrassent le projet moderniste de « systématisation socialiste du territoire »[1] contribuant ainsi à la création de la « civilisation communiste » (S. Kotkin)[2]. Par cette relocalisation démographique, des communautés entières seront « désaffiliées » ; les liens entre les gens, liens entre hommes et lieux géographiques seront rompus et les communautés laissent la place à des *masses* uniformes, composées de « gens » qui ne pourront se rapporter à un « espace » et à une « mémoire historique ». Les « communautés de mémoire » (Robert Bellah)[3] locales disparaissent et se perdent dans un projet étatique qui exclut le « vrai » lien historique avec le passé. À l'époque communiste, chaque ville de la Roumanie devient à l'image de tout le pays, à l'image de toute la géographie nationale. Durant le communisme, chaque ville a les mêmes noms de rues, des personnages historiques sans aucune trace mémorielle pour « le lieu » géographique en question… La place du 7-Novembre, la place du 16-Février, les boulevards et les rues… Tudor Vladimirescu, Mihail Kogalniceanu, Avram Iancu, etc. se retrouvent dans n'importe quelle ville roumaine, en Transylvanie, en Valachie ou en Moldavie… peu importe le lien mémoriel avec le personnage en question.

À l'époque de l'« État centralisé » national-communiste de Ceausescu, la « référence régionale » est « dangereuse » car elle renvoie à l'idée d'une existence historique « autonome » à une époque où le régime est obsédé par l'unité territoriale à travers l'histoire. L'historien roumain Lucian Boia observe la façon dont le bulletin météo est devenu à l'époque Ceausescu, l'expression de l'oblitération mnémonique et de la paranoïa centraliste. Ainsi, au lieu d'annoncer « des pluies en Crisana, Maramures et Banat » -

[1] Voir en ce sens la loi 59, de la Grande Assemblée nationale du 01/11/1974, publiée dans « Buletinul Oficial » (le Bulletin Officiel) n°135, date de parution 01/11/1974 au sujet de la systématisation du territoire et des localités urbaines et rurales.

[2] Stephen Kotkin, *Magnetic mountain : Stalinism as a civilization*, University of California Press, Berkeley, 1995.

[3] Robert N. Bellah ... [et al.], *Habits of the heart: individualism and commitment in American life*, University of California Press, Berkeley, c1985.

régions de l'ancienne province de Transylvanie – le langage officiel tente d'utiliser davantage les points cardinaux… qui entrent davantage dans le code social de l'époque, « neutre » ou disons-le aujourd'hui… « politically correct », pour une géographie historique unitaire donc : « pluies dans le nord-ouest du pays… »

À la sortie du communisme, des générations de Roumains ont appris l'histoire à partir des mêmes manuels scolaires uniques et ont grandi et vécu dans des rues aux mêmes noms… des mémoires « nationales », « standardisées ». La « standardisation » de la mémoire historique rappelle celle de la standardisation de la vie militaire. Comme on le verra dans cette analyse, ce tissu standardisé de la mémoire collective parachève l'identité national-communiste en 1989 ; cette identité se manifestera dans la postérité de la « civilisation » staliniste à travers une nostalgie pour un pays avec une longue histoire mais sans aucun attachement au patrimoine local. Les institutions centralistes de l'État totalitaire, particulièrement l'école et l'enseignement historique par leur mission, n'ont pas cultivé le respect pour la mémoire, mais, par l'imposition d'un discours historique à la fois globalisant et simplificateur, elles ont eu comme fonction l'oubli mnémonique.

Plus grave encore, avec le temps, la narration enseignée des manuels uniques d'histoire tente de se cristalliser dans une « mémoire historique » sans un vrai lien avec la mémoire du peuple. Pour plusieurs générations de Roumains, cette narration canonique, *unique*, *uniforme* et *englobante* remplace l'attachement communautaire à la mémoire locale ; cette « master-narrative » nationaliste se constituera avec le temps comme vecteur identitaire abstrait et redondant, créant des effets « pervers » : une désaffiliation identitaire du corps social, une acculturation par rapport au lieu d'habitation, nouveau lieu de la civilisation socialiste. Ainsi, l'irrévérence à l'endroit de toute mémoire locale a comme conséquence le transfert d'attachement social et politique à un « centre » impersonnel et abstrait, expression d'une fidélité à l'idéologie historique centraliste. Sans se tromper, on peut ainsi dire qu'à la sortie de l'expérimentation communiste, on témoigne en Roumanie d'une identité amnésique des lieux mémoriels. L'*histoire* est sans *mémoire* et la *mémoire* sans *histoire*. Après la chute de Ceausescu, la mémoire des Roumains est avant tout celle d'un passé sans géographie locale, un passé sans lien avec les lieux de mémoire, à part ceux du communisme même. L'histoire du communisme en Roumanie post-1989 est *une histoire sans histoire*.

Identité « européenne » sans identité « nationale » ?

Après avoir fait l'examen de la phénoménologie de la mémoire communiste ainsi que celui de la narration historique des manuels d'histoire,

ce livre se termine sur un possible chantier de recherche future : *l'identité européenne des Roumains*. Un des questionnements quant à l'avenir réside dans le dessin d'une identité « européenne » des Roumains après l'expérience du national-communisme, et alors que les plaies mémorielles du communisme peinent à se refermer. En d'autres termes, une identité roumaine européenne peut-elle surgir, sans que l'histoire du communisme n'ait véritablement été appréhendée par les Roumains eux-mêmes ? Comme le souligne Jean Volger (J. Volger, 1999) – le rôle social du travail historique est d'autant plus important qu'il restitue la mémoire-patrimoine à sa communauté rendant possibles un profond sens de soi, et une projection dans l'avenir. Avant de pouvoir participer à la construction d'une « identité européenne » (Katz, 1999), les autorités roumaines doivent comprendre pourquoi la mémoire du passé, en commençant par celle des communautés locales, est si importante pour redonner un sens historique au passé, que celui-ci soit honteux ou glorieux. C'est pour cela que ce livre est dédié d'abord au travail historique nécessaire à recréer le sens communautaire indispensable à la sortie de la crise identitaire actuelle, une crise qui engendre avant tout une crise morale de la collectivité. Les autorités roumaines et les historiens sont, à cet égard, les agents d'une « thérapie » identitaire.

Aujourd'hui, les nostalgiques s'accrochent à la narration historique prise comme mémoire, une narration abstraite qui exclut cependant la fonction identitaire et l'intérêt social pour la restitution et la préservation de la mémoire-patrimoine. Or, la préservation du patrimoine local signifie plus qu'un investissement dans le passé, c'est un investissement dans le présent et dans l'avenir social de la communauté. Elle crée des liens profonds entre les générations, un sens social et une confiance réciproque entre les autorités et les citoyens. Par la mise en valeur du passage passé-présent, par une communication mémorielle ouverte, on redonne le sens communautaire et la solidarité sociale nécessaires à un tissu identitaire fragmenté. Quand l'historien et le politologue roumain Daniel Barbu évoque dans une interview à *Radio France Internationale* – le studio de la langue roumaine – l'« absence de République » en Roumanie, à savoir l'absence d'un espace public « bourgeois », il se réfère notamment à une absence de tradition « démocratique », une « République sans histoire »[1], incapable d'organiser le « vivre-ensemble » social autour des valeurs civiques de l'État moderne. Dans un livre très connu en Roumanie, « la République absente », Barbu (1999) observe quant à la Roumanie communiste la destruction de l'esprit

[1] « România şi românii din cartea lui Daniel Barbu – „Republica absentă" » (La Roumanie et les Roumains du livre de Daniel Barbu – la 'République absente' [Daniel Barbu, *Republica absenta*, Nemira, 1999]), Radio France Internationale, interview écoutée sur Internet, le 10 déc. 2009, http://www.rfi.ro/dezbateri/vocile_serii/Romania-si-romanii-din-cartea-lui-Daniel-Barbu-Republica-absenta.html

communautaire moderne sous le communisme roumain, l'absence d'un « espace urbain » qu'il décrit comme une « agglomération », une masse humaine sans lien et sens social organique. L'absence d'un esprit de solidarité civique dans la Roumanie actuelle n'est pas due seulement à l'expérience communiste, elle est aussi le résultat de la modernisation inachevée de l'État roumain avant même le communisme.

Bien que la Roumanie ait connu de nets progrès institutionnels et économiques, à travers les 19e et 20e siècles, sa modernisation ainsi que sa modernité – cela mérite une distinction très précise ! – restent toujours « non uniformes » tant du point de vue institutionnel que social. Alors que la Roumanie comme d'autres pays de l'Europe de l'Est, au début du 20e siècle, s'inscrit aussi dans le processus d'« Européanisation » (Headley, 2008[1]), sa société reste toujours structurée autour d'élites profondément fragmentées et hiérarchisées sur un ensemble régional non homogène et qui correspond à son évolution spécifique. Si ces « disparités régionales » ont adhéré au « système démocratique » après la Première Guerre mondiale, cet élan a été interrompu trop tôt par les évolutions politiques qui ont suivi : la montée du fascisme, la Seconde Guerre mondiale et l'instauration du communisme.

En revanche, durant le 19e siècle, la création de l'État-nation roumain a suivi un agenda « européen » : mise à jour d'un passé « national », valorisation d'une histoire et de lieux de mémoire nationaux, création d'archives nationales. Cet agenda est cependant apparu comme le projet d'élites roumaines occidentalisées et occidentalisantes. Au contraire, la dictature nationale-communiste a porté le projet national à un paroxysme. Bien qu'une ligne nationale forte dans les années 1960 soit « justifiable » historiquement, la violente homogénéisation historique du programme nationaliste de Ceausescu transforme le projet d'une « République de citoyens » en l'échec d'une société fondée essentiellement sur les thèmes récurrents de l'histoire nationaliste. Toutefois, au nom d'une promotion des valeurs nationales, on met en pratique la destruction des communautés locales ; par la destruction de la mémoire locale, on délocalise des « communautés de mémoire » entières et on perd autant le sens traditionnel de la communauté rurale que le sens social d'une « cité » des citoyens.

Condamner ou *comprendre* le communisme ?

Après 1989, les tentatives intellectuelles de travail de la mémoire communiste ont été elles aussi perçues comme des menaces confondues à l'identité nationale. Fabriquée par la propagande nationale-communiste, cette « fausse identité » a été visée par ces réformistes. À la fois poussés par l'espoir de changements radicaux et témoins-victimes de l'immixtion

[1] John M. Headley, *The Europeanization of the world : on the origins of human rights and democracy*, Princeton University Press, Princeton, 2008.

politique communiste, plusieurs intellectuels, mentionnés à travers ce livre, se sont engagés dans un processus de démythisation des représentations identitaires bâties sous Ceausescu. Pourtant, le démantèlement de la propagande historique communiste a été faussement compris comme destruction de l'identité nationale. Plutôt que de restituer le vrai visage du passé totalitaire, lui donnant une visibilité sociale (voir par exemple *Mémorialul Durerii* - Le Mémorial de la douleur – des émissions télévisées qui exposent depuis 1991 les traumas des prisonniers du goulag roumain[1]) plusieurs intellectuels ont préféré réformer l'enseignement (le « noyau dur » d'une société), sans s'engager d'abord dans un travail réflexif de communication sociale. Le corps social et surtout les agents de la transformation (les enseignants, les parents, le public en général) ont ainsi été ignorés et exclus de toute participation, à travers une politique publique qui a négligé le rôle d'une action collective dans la réussite de la réforme.

Enfin, par sa visée sociale cet ouvrage s'ajoute à d'autres efforts politiques et historiographiques récents. Je me réfère aux démarches issues de la société civile ou de la classe politique visant la lustration (le Conseil national d'études des archives de l'ancienne *Securitatea,* etc.) et l'ouverture d'une commission d'études du passé communiste, la *Commission Tismaneanu*[2]. Le 18 décembre 2006, à la suite du *rapport final* de cette *commission*, le président de la Roumanie, Traian Basescu, condamne officiellement le régime communiste roumain[3]. Cependant, plusieurs Roumains perçoivent aujourd'hui les réformes sociales postcommunistes comme une entreprise destinée à mettre entre parenthèses et à nier en bloc le passé communiste. Les tenants de la réforme ont trop vite oublié que le passé collectif passe davantage par le passé individuel et que l'identité nationale est aussi le fruit des représentations identitaires du citoyen « ordinaire », socialisé dans l'univers socialiste. Tourner le dos au passé pour un présent et un avenir qui s'annoncent sinon incertains du moins inconnus, est ressenti par la plupart des citoyens comme une sorte d'ignorance de soi-même. L'élément déclencheur de la résistance contre la nouvelle ingénierie « démocratique » est aujourd'hui la nostalgie communiste. Elle se manifeste par un manque de confiance dans l'action citoyenne, par une désaffiliation à l'endroit de tout projet d'avenir « optimiste », et par une mélancolie

[1] Ces séries de documentaires présentés à la télévision roumaine, par Lucia Hossu-Longin, montrent les persécutions, le système des camps de travail forcé et les souffrances endurées par les Roumains durant le communisme.

[2] Je renvoie au *rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie*, paru en 2006, à Bucarest, ayant comme président Vladimir Tismaneanu.

[3] Voir *Le discours du président de la Roumanie, Traian Basescu, occasionné par la présentation du rapport de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie*, Le Parlement de la Roumanie, le 18 décembre 2006.

grandissante des représentations « sécurisantes » du passé totalitaire. Tant que la réflexion sociale est confisquée pour un nouveau projet politique imposé d'« en haut », la réforme séparera plutôt que réunifiera le corps social.

Réduit à un noyau pur politique qui s'appuie surtout sur une vision institutionnalisée de l'engagement politique anticommuniste, le travail de mémoire du communisme se simplifie et se vide de sa valeur sociale pérenne. Quand les scientifiques s'engagent à « vérifier » plutôt qu'à « se questionner » sur un agenda politique, la réaction adverse (perverse (?)) du corps social est plutôt de réfuter la validité des résultats, mettant en question la déontologie des chercheurs. Sur un plan individuel, mais aussi collectif, la découverte « empirique » des faits du passé donne à l'individu le sens de sa transformation. La remise en question de la mémoire communiste ne sera pas acceptée tant qu'elle ne sera pas comprise comme partie intégrante d'un projet social qui pousse la société actuelle vers un avenir meilleur. Condamner d'abord pour éclairer après contribue plutôt à l'affaiblissement des liens avec le passé national, liens pourtant si nécessaires pour orienter les Roumains d'aujourd'hui vers les avenues européennes du futur.

PREMIÈRE PARTIE

Conditions historiques de la mémoire et de l'histoire pendant le communisme

CHAPITRE I

La leçon d'histoire dans une lecture postcommuniste

> "You forget what you want to remember and forget what you want to forget."
> - Cormac McCarthy – The Road

Penser, *écrire*, *enseigner* et *apprendre par cœur* une nouvelle, la « vraie » histoire, tels sont les mots d'ordre, l'urgence, de tous les nouveaux régimes communistes, installés en Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale. Pendant les cinq décennies suivantes, le déterminisme historique marxiste a formaté la pensée et la mémoire des millions des gens, de plusieurs générations. Depuis la fin de la guerre froide, les mêmes mots restent d'actualité en Europe de l'Est. Depuis lors, l'histoire s'avère une des disciplines les plus idéologisées par le pouvoir communiste et un des sujets sociaux qui déclenche de vifs débats publics, non seulement sur le passé, mais sur les contours d'un avenir commun, dit aujourd'hui « européen ». Après 1989, le passé communiste a été plongé dans les méandres d'une mémoire collective sélective qui, réticente à se souvenir des crimes, de l'humiliation et de la famine, préfère parfois évoquer les souvenirs *heureux* du communisme. Les souvenirs du communisme constituent d'ailleurs le discours idéologique même.

« Ceausescu » et « la mémoire communiste » : lecture des significations sociales

Après la Seconde Guerre mondiale, se libérer de toute mémoire nationale a été un vœu politique qui a réclamé l'usage de la force. Après la chute des dictatures rouges, une nostalgie du communisme apparaît en Europe de l'Est ; paradoxalement, aujourd'hui se souvenir, se libérer de l'oubli communiste devient une promesse difficile à accomplir, alors même que cette force a disparu. Au-delà d'un héritage économique, social et politique dramatique (infrastructures déficitaires, constructions architecturales gigantesques dans le plus pur style stalinien, chantiers industriels en ruine, quartiers insalubres, pauvreté, immigration massive, absence d'autorité,

corruption, etc.), le legs réside encore dans une pensée totalitaire qui continue de hanter des centaines de milliers d'Est-Européens[1]. Depuis la fin des régimes communistes, une série de changements notables (réformes institutionnelles soutenues par les institutions de l'Union européenne ou d'autres organismes internationaux) se heurtent à une résistance sociale, et à une résistance de la pensée qui trouve ses racines dans la manière dont plusieurs générations ont vécu l'expérience du communisme.

Il est devenu récurrent d'entendre aujourd'hui à Budapest, à Prague ou à Bucarest combien les vieilles « générations », les « générations des expirés communistes » sont publiquement blâmées par les « jeunes » générations, puisque ce sont les premières, les responsables du socialisme et d'autant qu'après 1989, nombre d'anciennes générations demeure encore fidèle aux idéaux socialistes. Pour les générations des nostalgiques comme pour les générations rebelles – « générations » dans le sens de Pierre Nora, comprises en termes d'*expérience* et non pas en termes d'*âge* – le rappel mnémonique est différent.

Le journal roumain « Cotidianul » (Le Quotidien) a proposé en automne 2006 l'ouverture d'une liste de personnalités roumaines censée représenter la « génération d'expirés » communistes, métaphore incarnant l'élite communiste qui domine encore même 20 ans après la chute de Ceausescu, la vie politique, économique, religieuse, culturelle, sportive, etc. de la Roumanie[2]. Après 1989, Ion Iliescu, l'homme politique le plus populaire parmi les Roumains, – il a été à plusieurs reprises après 1989 président de la Roumanie – « est de la même génération que celle du leader communiste Ceausescu ». Eugen Simion, historien et critique littéraire connu avant 1989 pour ses engagements politiques, qui est devenu président de l'Académie roumaine après 1989, symbolise plutôt une continuité qu'une rupture culturelle avec les canons de l'époque national-communiste. Le passé du patriarche Téoctiste, choisi après 1989, rappelle plutôt la complicité de l'Eglise orthodoxe roumaine que sa résistance anticommuniste. Pour plusieurs Roumains, ces noms témoignent d'un passage douloureux du communisme. Quand ils (re)deviennent « leaders » de la Roumanie post-Ceausescu, ces personnages incarnent également les blocages du présent. *1989* est devenu *fin* et *début*, à la fois lieu de sépulture et lieu de mise en scène de la nouvelle construction politique, une scène où, toutefois, les nouveaux rôles politiques sont joués par les acteurs du passé.

Les « avenues » mnémoniques sont d'une importance essentielle, car l'évocation des souvenirs n'a pas pour seul but de se remémorer le passé,

[1] Pour le cas roumain, voir le livre d'Adrian Cioroianu, *Ce Ceausescu qui hante les Roumains,* Curtea Veche, Bucarest, 2004.

[2] « Neagu Djuvara denunta "Generatia Expirata" (Social) » (Neagu Djuvara, dénonce « la génération expirée (Social)), http://www.presa-zilei.ro/stire/4983/djuvara-generatia.html, le 6 nov. 2006, consulté le 18 nov. 2009.

elle est aussi un acte de légitimation politique du présent. Le rappel se fait en instrumentalisant soit la « continuité » soit la « discontinuité » avec le passé communiste. Pour la plupart des Roumains, en 1989, la célèbre formule d'Ion Iliescu : *Qu'avez-vous fait dans les cinq dernières années ?* (« Ce-ati facut in ultimiii cinci ani ?» - en Roumain) par laquelle il dénonce ses adversaires politiques retournés en Roumanie après une période d'exil – a fonctionné comme un « commutateur » mnémonique pour occulter ses propres responsabilités quant au passé ; une parole magique, une question-hypnose qui déclenchera des mécanismes de soumission par le contrôle mnémonique ; une technique utilisée souvent par les agents de la propagande communiste. Bien que responsable de la famine, de la corruption généralisée, des conditions de vie désastreuses, les « maîtres hypnotiseurs » accusent les candidats électoraux « étrangers » – les leaders de partis traditionnels refondés après 1989 – « de ne pas avoir… mangé comme tout Roumain les aliments du marché socialiste » (le célèbre substitut « salam de soia », salami de soya en Français)… Au lieu de vivre le communisme, ces « traîtres du peuple roumain » ont vécu à l'étranger, épargnés donc par la souffrance d'alors. La mémoire douloureuse de la « tyrannie communiste »[1] est évoquée non pas pour sortir de l'état hypnotique, mais bien pour y rentrer, non pas pour connaître le vrai visage (« humain » ?) de l'hypnotiseur, mais bien pour bâtir un visage charismatique. Invoquer ces « cinq dernières années », permet à Ion Iliescu d'oblitérer toute une partie de sa vie comme un membre de la nomenclature communiste pour mettre en exergue sa brève expérience de membre dissident du Parti communiste roumain. En manipulant une mémoire anti-Ceausescu, on s'assure d'acquérir une fausse légitimité anticommuniste. Ainsi, en Roumanie postcommuniste, les responsabilités individuelles deviennent graduellement anonymes et collectives.

En décembre 1989, l'assassinat de la famille Ceausescu, à la veille d'une « révolution-coup d'État », est aussi une autre tentative d'effacement de la mémoire du communisme. Par l'assassinat du couple Ceausescu, cette élite générationnelle, formée à l'époque Ceausescu, se proclame la seule élite légitime de la Roumanie révolutionnaire, tentant ainsi désespérément d'échapper aux conséquences de la chute du mur. En assassinant Ceausescu, cette élite essaye non seulement de dissimuler des liaisons complexes et intriquées avec le régime communiste, mais également de consolider un transfert de pouvoir fragilisé par la montée des prétentions d'une « Révolution totale ».

Ainsi, loin d'imposer un retour et un dialogue sur le passé communiste (*comming to terms with the past*), de « travailler la mémoire du

[1] Constantin Dobrila, *Entre Dracula et Ceaucescu. La tyrannie chez les Roumains*, Institut culturel roumain, Bucarest, 2006.

communisme », la période postcommuniste reprend plutôt l'*habitus social* (Bourdieu) de l'*ancienne époque*. Avec le temps, cette élite générationnelle s'est avérée non seulement une courroie de transmission mnémonique de la nostalgie communiste, mais a aussi incarné une Roumanie corrompue, dont les pratiques démocratiques demeurent problématiques. L'histoire roumaine confirme encore une fois la sagesse tocquevillienne, les révolutions tiennent souvent plus du syncrétisme que d'un renouveau radical.

Cette « nouvelle-ancienne » élite emprunte au monde communiste d'autrefois non pas seulement par un discours proeuropéen, pro-démocratique, et procapitaliste (un « cadre » idéal d'ailleurs pour son enrichissement et pour un renouveau de légitimité dogmatique), mais aussi par un mode d'emploi de pratiques sociales et politiques spécifiques au monde autoritaire. Comme l'observe l'historien roumain Neagu Djuvara : « l'envie, le désir de vengeance, l'analphabétisme, la médiocrité et la lâcheté sont devenus les critères de sélection d'une nouvelle 'élite' au pays »[1].

Graduellement, une synthèse entre l'*avant*-1989 et l'*après*-1989 et non pas un « clivage » mémoriel entre le passé et le présent se produit : les « anciens-nouveaux » leaders sont devenus « modèles politiques » de la Roumanie contemporaine. Le processus d'apparition et de sélection d'une nouvelle élite, plus jeune, après 1989, fut aussi influencé par ces « modèles » du passé qui imposent la corruption et le népotisme comme mots d'ordre de l'action politique (Tom Gallagher, 2009)[2]. Les leaders politiques qui s'installent immédiatement après 1989 sont devenus un exemple de l'« action politique » de la « démocratie originelle roumaine ». Pourtant, ils ne sont guère « plus performants que leurs 'modèles' ».

La créativité collective, la capacité d'inventer, de réformer et de restructurer une société au-delà des mœurs du passé est ainsi entravée par un *habitus* générationnel ; bien que sous-estimée, l'« expérience » du vécu communiste reste encore un facteur prédictif de l'identité roumaine contemporaine. Malgré la condamnation officielle du communisme, appuyée par la présidence Traian Basescu[3], le travail de mémoire du communisme (instrumenté par certaines forces politiques et de la société civile) reste timide et superficiel, au moins quant aux réflexions sociales. La période

[1] « Neagu Djuvara denunta "Generatia Expirata" (Social) » (Neagu Djuvara, dénonce « la génération expirée (Social)), http://www.presa-zilei.ro/stire/4983/djuvara-generatia.html, le 6 nov. 2006, consulté le 18 nov. 2009.

[2] « Romania după 20 de ani: radiografie şi diagnostic » (La Roumanie après 20 ans : radiographie et diagnostic), interview de Tom Gallagher réalisée par Armand Gosu, *Revista 22* (Revue 22), le 8 déc. 2009, consultée en variante électronique, le 10 déc. 2009, http://www.revista22.ro/articol-7254.html.

[3] Je me réfère au travail visant la lustration entreprise par le Conseil national d'études des archives de l'ancienne *Securitatea* et surtout au *rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste* issu en 2006, et ayant comme président Vladimir Tismaneanu.

postcommuniste, décrite dans la littérature comme une « période de transition »[1], ne s'avère pas un *passage* vers « la normalité » démocratique, mais plutôt un cul-de-sac d'un impossible deuil du passé. Pour expliquer la crise de la Roumanie actuelle, vingt ans après Ceausescu, on invoque souvent le clientélisme, l'absence de civisme, une corruption généralisée de l'élite politique, et enfin les failles de l'État de droit (« the stateness » - J. Linz, A. Stepan, 1996). Certes, la crise de la Roumanie contemporaine n'est pas seulement liée à la famille Ceausescu, mais bien à un régime politique où l'élite roumaine s'est (con)formée à des pratiques de « sultanisme »[2] politique, pratiques qui distinguent la Roumanie communiste au sein des autres pays de l'Europe de l'Est.

Alors que dans l'Europe centrale, les leaders de la « République socialiste » cherchent des solutions « à l'intérieur » de l'espace politique lesquelles conduiront finalement à l'abandon du projet social communiste, en Roumanie, le régime clientéliste et paternaliste de Ceausescu finira par un coup d'État de « l'extérieur », mené par sa propre élite. Si la tombe de Ceausescu incarne aussi celle du communisme roumain, les pratiques sociales de l'époque ont cependant survécu à la mort du « leader des Carpates ».

L'historien, l'histoire et les cadres sociaux de l'époque communiste

Une question reste cependant toujours d'actualité en Europe postcommuniste : pourquoi, si le communisme a été vécu collectivement, l'expérience du communisme n'est pas partagée aujourd'hui de la même manière ? Comme le dit Avishai Margalit (A. Margalit, 2002), la mémoire collective n'est pas toujours « partageable »[3]: en ce qui a trait au communisme, là où il n'y a pas de l'amnésie, les souvenirs sont soit trop idéalisés, soit trop sombres. Aujourd'hui, en Roumanie post-Ceausescu, faute de « l'absence » d'une *histoire* du communisme, l'histoire est confondue plutôt à la mémoire individuelle… incontestablement *heureuse* ou *douloureuse*, selon le cas. C'est « la mémoire de la mémoire » (A. Margalit) du communisme qui est problématique aujourd'hui dans la

[1] À titre d'exemple, voir ici l'excellent travail entrepris par Lavinia Stan, ed. *Romania in Transition.* Aldershot: Dartmouth, 1997. Voir aussi Duncan Light & David Phinnemore (eds), *Post-Communist Romania: Corning to Terms with Transition*, Basingstoke, Hampshire: Palgrave, 2001.

[2] Les auteurs s'inspirent de la distinction wébérienne – Max Weber, *Economy and Society*, University of California Press, Berkeley, 1978 – entre « la domination discrétionnaire » des formes de gouvernement traditionnelles (du maître « sultan ») et « l'autorité rationnelle » des régimes démocratiques ; Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1996.

[3] Avishai Margalit, *The Ethics of Memory*, Harvard University Press, 2002.